

# FONCTION DES VILLES MOYENNES

## Contribution à une sociologie des migrations au Maroc

par

René DUCHAC et Mekki BENTAHAR

En 1970 et 1971, une enquête était entreprise auprès des populations de la ville et de la région de Khouribga, à l'initiative des services de l'Urbanisme et de l'Habitat à Rabat <sup>(1)</sup>.

Cette enquête, réalisée parallèlement à une étude d'aménagement de la région de Khouribga <sup>(2)</sup>, visait, non pas à refaire le bilan des équipements de la région, qui devait être établi dans cette dernière étude, mais à déterminer les *attitudes* de la population urbaine et rurale bénéficiaire de ces équipements, ainsi que ses *aspirations* professionnelles et résidentielles. Cela, compte tenu de la représentation, par cette population, des possibilités de croissance économique et sociale de la région.

Pour répondre à ces questions, l'enquête C.E.R.F.-C.R.E.S.M. s'était ainsi orientée, de façon préférentielle, vers une étude des *mouvements migratoires* affectant la région de Khouribga. Aussi bien ceux, centripètes, qui avaient contribué à la formation de la population urbaine, que ceux, centrifuges, qui alimentent aujourd'hui les courants d'exode, à la fois rural et urbain, vers les grandes villes du Maroc, en premier lieu Casablanca et Rabat. Les résultats de l'enquête sont

---

(1) Centre d'Expérimentation, de Recherche et de Formation, Ministère de l'Urbanisme et de l'Habitat, Rabat. Avec le concours du Centre de Recherches et d'Etudes des Sociétés Méditerranéennes, Laboratoire associé au C.N.R.S., Aix-en-Provence.

(2) Confiée à la SCET-International : « Etude d'aménagement de la région de Khouribga : prédiagnostic » ; document multigraphié, 36 p. + un vol. d'annexes, Rabat, Ministère de l'Intérieur et Ministère de l'Agriculture, 1971.

consignés dans un rapport, établi à la fin de l'année 1971 : « *Les intentions migratoires des populations de Khouribga* » <sup>(1)</sup>.

Ce rapport présente et analyse des données relatives :

— aux itinéraires migratoires des habitants, urbains et ruraux, de la région de Khouribga

— aux corrélations entre la situation professionnelle et le degré de stabilité résidentielle

— au mode d'accès à l'habitat (location, construction, accession à la propriété, habitat clandestin) considéré, là encore, dans sa relation au degré de stabilité

— enfin, aux intentions migratoires exprimées par les habitants, et à la détermination des facteurs motivant ces intentions.

Ainsi, du seul fait de la problématique qui l'a inspirée, et de par les deux catégories de population, urbaine et rurale, auxquelles elle s'est adressée, l'enquête sur « *Les intentions migratoires...* » est de nature à fournir des informations originales sur l'un des problèmes les plus importants — par ses implications économiques et sociologiques — de l'évolution démographique du Maroc : celui de l'exode rural, avec son corollaire, l'hypertrophie de la croissance des grandes villes, avec les déséquilibres et les phénomènes de pathologie urbaine que cette hypertrophie entraîne.

La recherche entreprise à Khouribga devait, nécessairement, se situer à la charnière de ces deux phénomènes connexes, et en éclairer les deux volets.

Khouribga, en effet, appartient à la catégorie de ces villes moyennes, à mi-chemin de la campagne — qui les fournit en population, et avec laquelle elles conservent des liens économiques et des analogies culturelles multiples — et des grandes villes, dont dépendent, pour l'essentiel, les possibilités de croissance de leurs activités, qui les régissent administrativement, et auxquelles elles empruntent la plupart de leurs modèles. Une enquête auprès des habitants d'une ville moyenne et de la population rurale environnante est donc *un excellent test révélateur du rôle possible de cette ville, comme pôle de fixation de la population.*

(1) Direction de l'Urbanisme et de l'Habitat : *Les intentions migratoires des populations de Khouribga*, rapport multigraphié, 71 p., Rabat, 1971; réalisé par le C.E.R.F. (Rabat), avec la collaboration du CRESM (CNRS, Aix-en-Provence).

De tels pôles, lorsqu'ils existent, doivent servir, sinon à endiguer l'exode rural, du moins à le canaliser. Théoriquement, un réseau de villes moyennes, suffisamment bien réparti sur l'ensemble d'un territoire national, offrirait aux ruraux engagés dans un processus migratoire (ou tout simplement migrants potentiels) une possibilité de changement social qui les ferait accéder au système économique et aux modes de vie urbains, sans pour autant les déraciner — géographiquement et culturellement — de leur terroir régional. Du même coup, les villes moyennes constituent, pour les grandes villes, des écluses de sûreté, évitant ou ralentissant le raz-de-marée de l'apport migratoire massif et « sauvage ».

On peut ainsi concevoir, concernant le rôle des villes moyennes, plusieurs modèles théoriques.

Dans l'hypothèse la plus optimiste — dont nous ne méconnaissons pas qu'elle est, souvent, purement asymptotique — le schéma fonctionnel d'une ville moyenne est celui d'une cité jouant le rôle économique d'un *démultiplicateur* entre les activités productrices primaires des zones rurales, et les activités secondaires et tertiaires que les grandes villes assument de façon privilégiée, voire exclusive. Dans une division du travail envisagée au niveau national, les fonctions d'une ville moyenne peuvent ainsi apparaître non pas du tout comme accessoires ou marginales, mais au contraire comme essentielles à un développement économique harmonieux. Cela, particulièrement dans un pays qui, comme le Maroc, se caractérise à la fois par de fortes concentrations urbaines et industrielles, et par la prédominance démographique du secteur rural. Entre la campagne et la grande ville, la ville moyenne est un chaînon économique indispensable. Ses activités économiques peuvent d'ailleurs être très diversifiées : fonction commerciale d'échange au niveau régional (la ville moyenne reprenant ainsi le rôle traditionnel du souk, ou, en Europe, de la foire autour de laquelle elle s'est souvent développée) ; fonction industrielle de première transformation des produits agricoles, ou de conditionnement de ces produits en vue de leur expédition nationale ou internationale ; fonction artisanale ou semi-industrielle de fabrication et d'entretien, dans des secteurs multiples de la production.

Sur le plan culturel, de même, la ville moyenne peut avoir pour vocation d'assumer, jusqu'au niveau pré-universitaire, des fonctions de formation éducative qui en fassent un foyer d'attraction régionale. Elle peut même, dans le cadre d'une politique de décentralisation universitaire ou scientifique, jouer un rôle national à l'égard d'un secteur spécialisé de l'enseignement ou de la recherche.

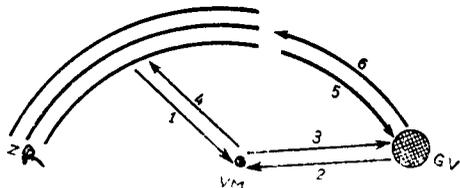
Mais surtout, la ville moyenne paraît pouvoir être le cadre de vie idéal pour une transition — voire une synthèse — entre les modèles traditionnels ruraux et ceux, issus de la civilisation urbaine industrielle, qui apparaissent, certes, comme une menace mortelle pour les précédents, mais qui en même temps se trouvent, dans les pays les plus industrialisés, souvent contestés de l'intérieur par ceux qui les subissent.

Si ces conditions optimales de fonctionnement se trouvaient réunies, il ne s'ensuivrait pas, sur le plan démographique, un immobilisme de la population, tel que les résidents des villes moyennes — et en particulier les jeunes — y soient fixés une fois pour toutes. Encore que cette situation ait été des plus classiques (par exemple, jusqu'au XIX<sup>e</sup> siècle, dans les petites villes françaises, où la bourgeoisie avait pignon sur rue de père en fils), elle semble aujourd'hui exclue par la mobilité géographique qui accompagne forcément le décollage économique industriel. La population d'une ville moyenne doit donc être considérée, ainsi que tout autre, comme *une population ayant vocation à la migration*. Mais cela, avec un rythme de renouvellement assez lent pour que les nouveaux arrivants aient toutes chances d'être considérés, et de *se considérer*, comme *s'installant* dans la ville, et non pas simplement comme y faisant halte.

Il ne devrait pas davantage s'ensuivre un flux migratoire unidirectionnel, enrichissant la ville moyenne par les seuls apports campagnards, c'est-à-dire au détriment démographique et économique des zones rurales. Mais plutôt, on devrait voir s'instaurer, vers ou à partir de la ville moyenne, *une série de courants migratoires* à double sens, et, dans cette mesure, réalisant un équilibre de la circulation démographique. L'ensemble des mouvements théoriquement possibles constitue une typologie des mouvements migratoires interrégionaux, qui peut être schématisée comme ci-dessous :

Schéma des mouvements migratoires entre zones rurales (ZR), villes moyennes (VM) et grandes villes (GV)

- 1 : ZR → VM
- 2 : GV → VM
- 3 : VM → GV
- 4 : VM → ZR
- 5 : ZR → GV
- 6 : GV → ZR



Les courants 1 et 2, où les villes moyennes apparaissent centripètes, existent dans la mesure où cette catégorie de villes constitue un pôle d'attraction, soit pour des ruraux (exode rural s'arrêtant à la ville moyenne la plus proche : donc, exode stoppé au niveau régional), soit pour des citadins de grandes villes, dont le reflux vers la ville moyenne peut être suscité par une décentralisation des activités économiques (soit dans des villes moyennes anciennes, soit dans des villes nouvelles), ou, pour les non-actifs (retraités), par un agrément climatique ou un moindre coût des conditions de vie.

Les courants 3 et 4 sont, par rapport à la ville moyenne, centrifuges. Le courant 3, qui aboutit aux grandes villes, est, en tous pays, beaucoup plus fréquent que le 4. Il est constitué par deux catégories de populations :

a) Des citadins anciens de la ville moyenne (natifs ou fils de natifs) qui émigrent vers la grande ville, soit pour des raisons précises de promotion professionnelle que la ville moyenne ne peut leur offrir, soit par l'effet d'un ralentissement ou d'un vieillissement plus général des activités traditionnelles de la ville moyenne, que la grande ville concurrence, comme fournisseur de produits (artisanat de petites villes, supplanté par la production industrielle) et fournisseur d'emplois. Soit enfin, en dehors de toute justification professionnelle — et même lorsque l'intérêt professionnel jouerait en faveur de la ville moyenne — en raison de l'attrait de la grande ville, en face de laquelle la ville moyenne et la petite ville apparaissent « monotones » ou « sans avenir ».

b) Des néocitadins, ruraux établis récemment dans la ville moyenne, et qui la quittent pour aller occuper (dans le meilleur des cas) un emploi précis ou (beaucoup plus souvent) simplement tenter leur chance dans la grande ville. Pour cette catégorie de migrants, la ville moyenne ne joue qu'un rôle de relais ou d'étape, et nullement de pôle de fixation définitive. C'est un phénomène qui a pu être fréquemment constaté à Khouribga.

Le courant 4 correspond :

— soit à l'installation en zone rurale de citadins actifs des villes moyennes. Ce peut être le cas pour des commerçants ou artisans allant ouvrir boutique dans un village, ou encore de fonctionnaires mutés (instituteurs, personnel de santé). Ces catégories de migrants représentent, statistiquement, un contingent peu important. En revanche, les activités, produits, modèles culturels qu'ils sont susceptibles d'intro-

Les « effets constatés » des migrations, d'un point de vue sociologique, peuvent être, entre autres : l'évolution des conduites individuelles et collectives, des aspirations, des besoins, l'innovation dans les modèles culturels, le surgissement de tensions interpersonnelles et intergroupales, etc.

Des courants migratoires équilibrés — au sens que nous donnons à ce mot — contribuent au mouvement général du développement social, et aux mutations qu'implique ce développement. Ils sont l'un des *agents* de ce développement, et apparaissent, à ce titre, comme l'un des éléments de l'organisation sociale.

A l'inverse, on parlera de mouvements migratoires en déséquilibre lorsque, par leur direction, leur intensité et leur rythme, ces mouvements ne sont pas compatibles avec les possibilités économiques des zones d'accueil (en matière d'emploi et d'habitat notamment), ou lorsqu'ils contribuent à l'appauvrissement des zones de départ. Le déséquilibre économique s'accompagne, en règle générale, d'un déséquilibre social et culturel, affectant les facteurs signalés ci-dessus. Les mouvements migratoires sont alors des obstacles au développement économique ; ils sont des aspects et des agents d'un processus plus général de désorganisation sociale. A l'égard de ce processus, ils sont à la fois cause et effet.

Ainsi, à côté d'une physiologie normale des mouvements migratoires, il en existe aussi une *pathologie*. Dans la mesure où des migrations incontrôlées et anarchiques, résultat d'une désorganisation économique et sociale, contribuent à accentuer et accélérer cette désorganisation, il est hautement souhaitable que le planificateur s'efforce :

— de les connaître, dans leurs motivations, leur amplitude et leurs effets

— en matière de motivations plus particulièrement, d'analyser la part de chacun des motifs invoqués ou décelables, en les mettant en relation avec des éléments pertinents de la situation économique et sociale

— d'évaluer, en conséquence, quelles peuvent être les possibilités d'intervention sur les mouvements migratoires, en vue soit de les freiner, soit de les amplifier, soit d'en modifier la direction, soit enfin de les rendre plus sélectifs, pour ce qui concerne, par exemple, les catégories professionnelles de migrants.

Une telle évaluation suppose :

— que soient circonscrits les éléments pertinents de la situation économique et sociale, c'est-à-dire les facteurs pouvant être considérés comme des déterminants directs des mouvements migratoires

— que soit apprécié jusqu'à quel point — par exemple en fonction du coût des investissements économiques ou sociaux — une intervention sur les facteurs déterminants peut réellement avoir, sur tel ou tel courant migratoire, un effet modificateur dans le sens voulu par le planificateur.

Ne nous faisons pas d'illusions : aujourd'hui, si les techniques d'analyse des mouvements migratoires *effectifs* sont parvenues à une très grande précision, si même les *modèles prévisionnels* ont acquis un degré de fiabilité fort honorable, en revanche les études de *motivations* des migrations sont encore rares. Et très insuffisantes, en tous pays, nos connaissances relatives aux possibilités d'intervention sur les mouvements migratoires. Cela, en grande partie, parce que les données indispensables à l'appréciation de ces possibilités (données démographiques, économiques, sociologiques, politiques) ont été, la plupart du temps, considérées de façon fragmentaire.

L'intérêt de l'enquête réalisée à Khouribga est justement d'avoir tenté *une appréhension globale et synthétique de ces données*. Et par là-même d'inviter à une réflexion méthodologique — qui reste encore à faire — sur les problèmes de planification et d'intervention que nous avons énoncés. Le manque d'une telle méthodologie, qui ne peut être que le fruit d'une longue recherche, nous a menés, entre autres, à aborder cet aspect de l'analyse démographique qui a permis d'une part aux habitants de se poser des questions sur le problème de l'emploi, les débouchés en général, les loisirs, l'école, et d'autres motifs encore ; d'autre part, de montrer le degré de précision avec lequel les populations indiquent leurs mouvements dans le temps et dans l'espace.

Cette situation que vit la population, apparemment mieux informée qu'ailleurs, des possibilités d'emploi et d'accès aux éléments de confort en général, s'explique par l'activité économique malgré tout peu variée dans la province.

L'inventaire des données de base réalisé à partir des données de 1970 indique une densité démographique plutôt forte. Entre les chiffres officiels de Rabat et ceux des services de la province, on peut aboutir à la moyenne de 300.000 habitants en 1970, contre 230.000 en 1960. Cet accroissement a donné en dix ans la densité de 61 habitants au km<sup>2</sup>, contre 28 pour l'ensemble du Maroc. De leur côté, les améliorations n'ont pas suivi la même évolution. La pauvreté s'accroît par

la faiblesse des rendements d'une agriculture céréalière en majorité, et d'un élevage ne disposant que de zones herbacées dégradées, contribuant par ailleurs à la diminution des terres exploitables.

Le secteur industriel souffre d'une faible diversification et plus de 60 % des emplois sont encore offerts par les services de l'OCP. Ainsi l'organisation phosphatière fait vivre environ 10.000 foyers. Reste à savoir dans quelle mesure les consommations intermédiaires reviennent à la province où les profits de l'OCP, liés surtout à l'exportation, vont beaucoup plus à l'économie du Maroc dans son ensemble qu'au développement de la région de Khouribga. On n'a vu aucune activité industrielle nouvelle depuis plusieurs années et les quelques petits établissements d'Oued Zem (moulins, etc.) n'atteignent même pas 500 ouvriers par établissement.

Le secteur tertiaire se résume à l'administration publique dont l'essentiel se trouve encore à Casablanca au moment de l'enquête. La région a en effet été limitée en province en 1967 ; mesure qui a entraîné le transfert d'un certain nombre de décisions administratives d'Oued Zem et Casablanca vers Khouribga. Les premières conséquences, selon les responsables, laissent croire encore aujourd'hui à la multiplicité des sources de décision. Ce qui signifie, entre autres, remettre entre les mains des pouvoirs publics la gestion d'un certain nombre d'équipements collectifs urbains, dont le financement et l'entretien incombait souvent à l'OCP, qui en avait été le créateur.

Au problème de la médiocrité du secteur tertiaire s'ajoute l'incapacité du marché de l'emploi à répondre à l'accroissement rapide de la population urbaine. L'une des solutions provisoires à cette concentration de main-d'œuvre, semble être l'existence d'un fort courant d'émigration (plus de 4.000 personnes par an), entraînant vers les provinces voisines, en particulier vers Casablanca, des éléments jeunes et dynamiques.

Mais ce ne sont pas les richesses qui manquent dans la province. Les potentialités économiques sont très favorables au développement de la région qui se trouve, par sa situation géographique, à des distances raisonnables, justement grâce à un certain nombre d'équipements collectifs variés, nés de la présence de l'OCP. L'infrastructure ferroviaire et routière importante a fait de Khouribga, située à 200 km en moyenne de la plupart des grandes villes du Maroc, le centre collecteur et distributeur de services de la région. La plus importante faiblesse de la province réside donc dans l'écart entre l'expansion démographique et une certaine stagnation du développement économi-

que. C'est le problème de l'ensemble du pays, qui se trouve à Khouribga voilé depuis toujours par la présence de l'OCP, monopole exclusif. Le déplacement, même partiel, du centre de décision fait ressortir plus nettement l'absence de diversification dans l'activité économique et par là-même, la fragilité et le retard.

L'enquête est effectuée sur un problème apparemment plus limité : celui des intentions migratoires des populations de la province. Limitation apparente, car l'expérience des recherches sur les migrations montre qu'il n'est guère possible d'analyser des mouvements de population, dans leurs motivations et leur processus, sans faire appel au bilan économique et social complet des territoires concernés. On retrouve donc, comme dans l'étude précédente <sup>(1)</sup>, un diagnostic sur l'état de la province. Les données de base étant sensiblement les mêmes, leur interprétation diffère sur certains points. Ainsi, sur les revenus ruraux réels, qui seraient inférieurs à ce que l'on pourrait induire des chiffres globaux de la production agricole : il semble bien qu'une part non négligeable des profits aboutisse à Casablanca, où résident de nombreux propriétaires fonciers. D'une manière générale, le tableau économique et social du rapport CERF-CRESM apparaît plus sombre que le précédent.

Mais l'originalité de ce rapport vient surtout de l'examen qui y est fait de mécanismes jusqu'ici peu étudiés — et pas seulement au Maroc <sup>(2)</sup> — des mouvements migratoires. L'enquête effectuée auprès de plus de 1 500 foyers, urbains et ruraux, a permis, tout d'abord, de dresser la carte des flux migratoires ayant constitué la population de Khouribga et de sa région (on apprend qu'en dehors de la province voisine de Beni-Mellal les régions d'agriculture riche n'ont guère fourni de migrants à Khouribga), mais aussi de reconstituer les étapes successives des itinéraires de la migration. On découvre que, si 42 % des migrants sont venus directement de leur lieu d'origine à Khouribga (la plupart de ces « sans étapes » étant nés dans la province), le nombre d'étapes jalonnant l'itinéraire des autres est assez élevé : quatre en moyenne pour les ouvriers de l'O.C.P., cinq pour les commerçants ...et les chômeurs, sept pour les fonctionnaires. On apprend aussi qu'à chaque étape correspond, en général, un changement de situation professionnelle, à tel point que l'on peut dire, sauf peut-être à propos des fonctionnaires. « qu'aucune profession n'est définitive ».

(1) Pré-diagnostic, op. cit.

(2) L'INED, en France, a prévu pour l'année 1972, un vaste programme sur les intentions migratoires.

*Itinéraires migratoires selon les professions*

Professions	Nombre d'étapes	% du nombre de foyers enquêtés ayant des étapes	% du nombre total des foyers enquêtés
Fonctionnaires	7	10,88	6,49
Commerçants	5	45,60	33,17
Ouvriers			
Chômeurs			
Ouvriers OCP	4	32,45	19,35
Fellahs			
Sans étapes <sup>(1)</sup>	—	—	40,99

(1) Les « sans étapes » figurent parmi les professions « divers » surtout. Les enquêtés de cette catégorie hésitent à donner des indications sur leurs situations en général.

Le nombre d'étapes, villes et régions habitées avant l'installation dans la région de Khouribga, a donné des indications importantes sur les itinéraires migratoires. Certains chefs de foyers ont pris le chemin de Khouribga depuis les débuts de l'extraction minière. Les fellahs ont habité autant d'étapes (villes moyennes ou grandes villes) que les « ouvriers OCP ». Mais leurs mouvements rappellent plus ceux des soussis : ils s'absentent à travers villes et régions à la recherche du travail, et reviennent régulièrement à peu près tous les ans, et ce durant quelques années, avant de renoncer définitivement aux déplacements. Le sens de leurs mouvements va en général de Casablanca à Beni Mellal et Marrakech. Les commerçants et les ouvriers par contre, semblent suivre les activités minières les plus prospères.

L'enquête aborde aussi les problèmes de la formation de la cellule familiale (44 % des migrants sont célibataires lors de leur arrivée à Khouribga ; mais c'est, la plupart du temps, dans leur province d'origine qu'ils retournent prendre femme), du type d'habitat et du mode d'accession à la propriété de l'habitat en fonction de la stratification sociale. Enfin, celui de la relation entre la sécurité professionnelle et la stabilité résidentielle. Concernant ce dernier point, l'étude des « intentions migratoires » des khouribganais montre que le désir d'émigration (mesuré par la date énoncée pour le projet de départ) est, très exactement inversement proportionnel à la stabilité professionnelle (mesurée par le nombre d'années passées dans l'emploi actuel). A lui seul ce résultat, inattendu mais statistiquement vérifié, mériterait une analyse approfondie. Très peu de professions sont en effet adoptées définitivement.

*Stabilité dans la profession et date limite de départ de la région*

Stab. dans prof. Date de départ	Moins d'un an (%)	Un an	Un an et plus	Deux ans	Deux ans et plus	Trois ans	Trois ans et plus	Cinq ans
Dans moins d'un an	93,18							
Dans un an		85,71						
Dans un an et plus			100,00					
Dans deux ans				63,33				
Dans deux ans et plus		100,00						
Dans trois ans						81,81		
Dans trois ans et plus							66,66	
Dans cinq ans								83,33

NOTA : On a mentionné uniquement les pourcentages significatifs.

Cette instabilité touche beaucoup plus les urbains que les ruraux. Les premiers, à l'exception d'une dizaine de chefs de foyers, ne reviennent jamais dans la région après leur départ. De manière générale, le sens des migrations suit la direction Sud-Nord, contrairement à celui des paysans qui forme le triangle Casablanca, Marrakech, Beni-Mellal.

L'une des causes principales de cette instabilité qui touche plus les urbains que les ruraux est l'évolution de l'activité minière. Apparemment surtout, l'effet de la mécanisation du travail d'extraction et de l'éloignement progressif des zones phosphatières et des gisements exploités, le marché de l'emploi entretenu par l'offre de l'OCP diminue sensiblement depuis une dizaine d'années. Plus d'un millier d'ouvriers ont été débauchés entre 1960 et 1970.

Mais la population de Khouribga continue de croître, et à un rythme supérieur à la moyenne nationale. De là un certain déséquilibre de l'emploi en augmentation constante tant que d'autres activités industrielles ne viendront pas supprimer le vide et compléter celles de l'OCP, seul dispensateur de salaires importants.

L'analyse des revenus montre bien ce déséquilibre entre les salaires OCP et les salaires des autres secteurs.

*Revenus selon les professions <sup>(1)</sup>*

Revenus	de 0 à 100 dh	de 100 à 150	de 200 à 300	de 300 à 400	de 400 à 900 et plus
Professions <sup>(2)</sup>	Chômeurs	Fellahs	Fellahs	Commerçants	Ouvriers OCP

- (1) Foyers urbains 52 %, ruraux 48 %. Un nombre important de ruraux trouvent leurs revenus augmentés par un revenu additionnel issu de leur travail en ville.
- (2) Ce sont des professions déclarées. Les chômeurs ont en effet des activités diverses qu'ils hésitent à déclarer tant qu'on ne se pose pas de questions sur la source de leurs revenus.

Les revenus des autres professions n'atteignent pas des proportions qui pourraient contribuer à l'effort de fixation des familles. Celles-ci ont par ailleurs des tailles qui compliquent le problème de l'habitat dont la dégradation se généralise à travers la région. Le bidonville rural est malgré tout né ces dernières années seulement.

Ces motifs à eux seuls constituent pour les habitants de sérieuses raisons de changement, donc de départ. L'étude des motivations des intentions de départ, aussi bien que les destinations choisies, montrent la force attractive qu'exercent, sur les habitants d'une ville-étape comme Khouribga, les grandes villes du Maroc (Casablanca, Rabat et la zone côtière) qui sont aujourd'hui le rêve de 30 % des migrants potentiels. Mais ce sont, une fois de plus, les pays étrangers qui attirent le tiers (33,33 % !). En revanche, Beni-Mellal et Marrakech semblent moins attirantes (10 %), apparemment à cause du refus des populations devant la perspective d'un retour à la terre.

*Motifs de départ*

Motifs	Travail	Famille école	Confort et loisirs	Divers	NSP	NR
%	45,80	8,40	2,85	3,77	19,21	20,03

La recherche du travail l'emporte donc sur les autres motifs d'émigration. Il y a cependant autant de foyers qui désirent partir, changer de situation, changer de province, voire s'informer tout simplement. La moitié de ces foyers ne savent même plus où aller. Un fort pourcen-

tage des habitants est poussé à la migration répulsive. Enfin, un fort sentiment d'instabilité et d'insécurité généralisées est maintenu par la fréquence du désir de départ rapide.

On a vu combien les habitants sont instables. Le marché de l'emploi n'étant pas important dans la province, il n'est pas exclu que ces chefs de foyers aux familles nombreuses réalisent leurs projets, en allant soit à l'étranger, soit vers la côte atlantique, qui est déjà plus que surpeuplée.

Ces chiffres sont lourds de signification, en ce qu'ils montrent à quel point Khouribga, dans l'état actuel de son développement économique et social, est encore loin de représenter un pôle de fixation définitif des populations. Ville satellite par sa dépendance industrielle, commerciale et administrative, elle continue d'être perçue comme un relais, une étape, et non pas comme un havre. D'autre part, les motivations des migrations font ressurgir le problème du chômage, qui n'est pas moins aigu que dans le reste du pays. Alors que, dans les nations économiquement avancées, les migrations ont pour origine l'ambition d'une promotion professionnelle, le désir d'un meilleur confort résidentiel ou d'un agrément climatique (elles sont ainsi un indicateur du développement), à Khouribga, en revanche, la motivation la plus massivement invoquée (45,80 %) est la recherche d'un travail et du salaire. Migrations de la misère, donc, et qui témoignent de l'impasse économique actuelle, tant que ne sera pas définie, pour la ville et la région, une politique à long terme de relance et de diversification de ses activités.

### BIBLIOGRAPHIE

1. Etudes anciennes : voir Lazarev et Pascon.
  - LAZAREV et PASCON : « Les villages miniers de la région de Khouribga », multigraphié, OCP, Rabat et compte rendu in RGM n° 14, 1960, pp. 39-58.
  - Voir également les études de J.-P. Trystram, Chevaldonne, les groupes du CUCES-INFA de Nancy, etc.
2. Etudes récentes.
  - A. KHATIBI : « Bilan de la Sociologie au Maroc », publications de l'ARSH, Rabat, 1967.
  - J.F. CLÉMENT : « Sociologie industrielle au Maroc » in Annales marocaines de Sociologie, Rabat, 1968.
  - R. DUCHAC : « Propositions pour une recherche sur le développement de Khouribga », in Revue de l'Occident musulman et de la Méditerranée, n° 7, Aix-en-Provence, 1970.
  - R. DUCHAC : « Sociologie des migrations aux Etats-Unis », thèse de doctorat d'Etat, à paraître chez Mouton, 1973.
  - H. BLEUCHOT : « Une ville minière marocaine : Khouribga », in Revue de l'Occident musulman et de la Méditerranée, n° 6, Aix-en-Provence, 1969.